

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204717]

19 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, les articles 2, § 3, alinéa 3, 3, alinéa 2, § 3, 5, alinéa 2, 7, alinéa 2 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 27 novembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis n° A.1184 du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 7 avril 2014;

Vu l'avis n° 36 du Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes, donné le 17 avril 2014;

Vu l'avis n° 55.971/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 mai 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président et de la Ministre de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « décret » : le décret du 27 mars 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

2° « organes consultatifs » : les organes consultatifs visés par l'article 2, § 1^{er}, du décret et les subdivisions structurelles visées à l'article 2, § 2, du décret;

3° « Ministre » : le ou la Ministre en charge de l'Egalité des Chances;

4° « Conseil » : le Conseil économique et social de Wallonie;

5° « administration » : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — Etablissement et mise à jour de la liste des organes consultatifs tombant sous le champ d'application du décret

Art. 3. A chaque législature, dans les six mois qui suivent la date de l'installation du Gouvernement, le Conseil communique au Ministre un projet de liste organisée par compétences des membres du Gouvernement, reprenant les organes consultatifs visés par le décret, après avoir recueilli l'avis de ces derniers et, pour chacun de ceux-ci, la date de la dernière désignation de leurs membres et la date prévue du prochain renouvellement de leurs instances.

Sur proposition du Ministre, le Gouvernement approuve la liste des organes consultatifs visés par le décret au plus tard à la fin du septième mois suivant son installation.

Art. 4. En cas de modification de la répartition des compétences au sein du Gouvernement, la liste visée à l'article 3 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la modification des compétences au sein du Gouvernement.

Si un organe consultatif est créé ou dissout en cours de législature, la liste visée à l'article 3 est adaptée par le Gouvernement dans un délai de deux mois à compter de la création ou de la dissolution de cet organe.

CHAPITRE III. — Modalités de désignation pour les mandats vacants

Art. 5. En application de l'article 3, § 2 et § 3, du décret, le Ministre dont relève l'organe consultatif propose au Gouvernement les candidats pour pourvoir aux mandats vacants.

CHAPITRE IV. — Conditions, modalités et procédure de la dérogation

Art. 6. A l'initiative de l'organe consultatif concerné ou du Ministre dont il dépend, un dossier de demande de dérogation visé à l'article 5 du décret comprenant les éléments suivants est adressé au Gouvernement par le Ministre dont dépend l'organe consultatif concerné :

1° la mention de la dénomination légale de l'organe d'avis ou d'administration;

2° les références légales et réglementaires des textes relatifs à cet organe consultatif;

3° un aperçu des missions de l'organe consultatif;

4° en ce qui concerne les organes consultatifs existants : la composition actuelle de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

5° la composition proposée de l'organe consultatif concerné, sur la base d'une liste de tous les membres effectifs et suppléants répartis également selon leur sexe, à voix délibérative ou non, au moment de l'introduction de la demande de dérogation et comprenant les informations relatives aux éventuelles instances ayant proposé des membres;

6° l'exposé des démarches accomplies dans le but de composer l'organe consultatif conformément à l'article 4 du décret;

7° le cas échéant, la preuve que la présentation conformément à l'article 3, § 2, du décret a été effectuée sans résultat;

8° si une dérogation a déjà été octroyée pour cet organe consultatif, une évaluation de la situation nouvelle de l'organe consultatif compte tenu des efforts réalisés pour composer l'organe consultatif conformément à l'article 4 du décret;

9° un projet de motivation circonstanciée relatif aux raisons fonctionnelles ou relatives à la nature spécifique de l'organe consultatif qui ne permettent pas de remplir l'obligation visée à l'article 4 du décret;

10° toutes les autres pièces utiles à une évaluation correcte du dossier.

Art. 7. Sur proposition conjointe du Ministre et du Ministre dont relève l'organe consultatif concerné et après avoir recueilli l'avis de l'administration, le Gouvernement statue, dans un délai de trois mois à compter de la demande de dérogation ou, au plus tard, au moment de la désignation des membres de l'organe consultatif par le Gouvernement, sur la demande de dérogation prévue à l'article 5 du décret, en fonction des éléments du dossier mentionné à l'article 6.

CHAPITRE V. — *Rapport d'évaluation*

Art. 8. Le Ministre élabore un projet de rapport contenant :

1° des informations quantitatives relatives à chaque organe consultatif repris dans la liste visée à l'article 3;

2° une analyse générale transversale de l'évolution de la représentation des hommes et des femmes dans les organes consultatifs;

3° une analyse des dérogations sollicitées et des procédures y liées;

4° les actions de sensibilisation à la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs qui ont été menées.

Ce projet de rapport est soumis à l'avis du Conseil, de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique ainsi que du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes.

Le rapport définitif intégrant les avis visés à l'alinéa 2 est soumis au Gouvernement qui l'approuve et le transmet au Parlement.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement du 27 novembre 2003 portant exécution du décret du 15 mai 2003 promouvant la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs dans les matières à l'égard desquelles la Région exerce les compétences de la Communauté française est abrogé.

Art. 10. Le décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Art. 11. La Ministre de l'Égalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204717]

19 JUNI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, artikelen 2, § 3, derde lid, 3, tweede lid, § 3, 5, tweede lid, 7, tweede lid, en 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen, wat betreft de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet geregeld worden;

Gelet op het advies nr. A.1184 van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 7 april 2014;

Gelet op het advies nr. 36 van de "Conseil wallon de l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gegeven op 17 april 2014;

Gelet op advies nr. 55.971/4 van de Raad van State, gegeven op 5 mei 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Ministre-Président en van de Minister van Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1° « decreet » : het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

2° « adviesorganen »: de adviesorganen bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreet en de structurele onderverdelingen bedoeld in artikel 2, § 2, van het decreet;

3° « Minister »: de Minister belast met Gelijke Kansen;

4° « Raad »: de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië);

5° « administratie »: het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Opstelling en bijwerking van de lijst van de adviesorganen die onder het toepassingsveld van het decreet vallen*

Art. 3. In elke legislatuur bezorgt de Raad de Minister binnen zes maanden na de datum van de installatie van de Regering een lijstontwerp met de bevoegdheden van de leden van de Regering en de adviesorganen bedoeld in het decreet, na inwinning van hun advies en, voor elk van hen, de datum van de laatste aanwijzing van hun leden en de voorziene datum van de volgende hernieuwing van hun instanties.

Op de voordracht van de Minister keurt de Regering de lijst van de in het decreet bedoelde adviesorganen goed uiterlijk aan het einde van de zevende maand na haar installatie.

Art. 4. Als de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering gewijzigd wordt, wordt de in artikel 3 bedoelde lijst aangepast binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering gewijzigd wordt.

Als een adviesorgaan opgericht of ontbonden wordt in de loop van de legislatuur, wordt de in artikel 3 bedoelde lijst door de Regering aangepast binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum waarop dat orgaan opgericht of ontbonden wordt.

HOOFDSTUK III. — *Aanwijzingsmodaliteiten betreffende de vacante mandaten*

Art. 5. Overeenkomstig artikel 3, § 2 en § 3, van het decreet, draagt de Minister onder wie het adviesorgaan ressorteert de kandidaten aan de Regering voor om de vacante mandaten in te vullen.

HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden, modaliteiten en procedure tot afwijking*

Art. 6. Op initiatief van het betrokken adviesorgaan of van de Minister onder wie het ressorteert wordt door laatstgenoemde een in artikel 5 bedoeld dossier inzake aanvraag tot afwijking met de volgende gegevens aan de Regering gericht:

1° de wettelijke benaming van het advies- of bestuursorgaan;

2° de wettelijke en reglementaire referenties van de teksten betreffende dat adviesorgaan;

3° een overzicht van de opdrachten van het adviesorgaan;

4° wat de bestaande adviesorganen betreft: de huidige samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle gewone en plaatsvervangende leden, in gelijke mate verdeeld volgens hun geslacht en al dan niet stemgerechtigd, bij de indiening van de aanvraag tot afwijking en bevattende de informatie over de eventuele instanties die leden hebben voorgedragen;

5° de voorgestelde samenstelling van het betrokken adviesorgaan, op basis van een lijst van alle gewone en plaatsvervangende leden, in gelijke mate verdeeld volgens hun geslacht en al dan niet stemgerechtigd, bij de indiening van de aanvraag tot afwijking en bevattende de informatie over de eventuele instanties die leden hebben voorgedragen;

6° een overzicht van de stappen die ondernomen werden met het oog op de samenstelling van het adviesorgaan, overeenkomstig artikel 4 van het decreet;

7° desgevallend, het bewijs dat de overeenkomstig artikel 3, § 2, van het decreet opgelegde voordracht geen resultaat heeft opgeleverd;

8° indien al een afwijking werd verleend voor dat adviesorgaan, een evaluatie van de nieuwe toestand van het adviesorgaan, rekening houdend met de inspanningen die gedaan werden om het samen te stellen, overeenkomstig artikel 4 van het decreet;

9° een ontwerp van omstandige motivering betreffende de functionele redenen waarom of de specifieke aard van het adviesorgaan waardoor de in artikel 4 van het decreet bedoelde verplichting niet nagekomen kan worden;

10° alle andere nuttige stukken voor een goede evaluatie van het dossier.

Art. 7. Op de gezamenlijke voordracht van de Minister en van de Minister onder wie het betrokken adviesorgaan ressorteert en na inwinning van het advies van de administratie beslist de Regering op grond van de gegevens van het dossier bedoeld in artikel 6 over de aanvraag tot afwijking waarin artikel 5 van het decreet voorziet. Ze spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, die ingaat op de datum waarop de afwijking wordt aangevraagd, of, uiterlijk, op de datum waarop de leden van het adviesorgaan door haar worden aangewezen.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatierapport*

Art. 8. De Minister werkt een ontwerp van rapport uit dat de volgende elementen inhoudt:

1° kwantitatieve informatie betreffende elk adviesorgaan opgenomen op de lijst bedoeld in artikel 3;

2° een transversale algemene analyse van de evolutie van de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen;

3° een analyse van de aangevraagde afwijkingen en van de desbetreffende procedures;

4° de gevoerde acties tot sensibilisering voor een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen.

Dat ontwerp van rapport wordt voor advies voorgelegd aan de Raad, aan het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waals instituut voor evaluatie, prospectief en statistiek) en aan de « Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes » (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen).

Het eindrapport, waarin de in het tweede lid bedoelde adviezen opgenomen zijn, wordt voorgelegd aan de Regering, die het goedkeurt en aan het Parlement overmaakt.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot uitvoering van het decreet van 15 mei 2003 tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen binnen de adviesorganen wat betreft de aangelegenheden waarin het Gewest de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent wordt opgeheven.

Art. 10. Het decreet van 27 maart 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen binnen de adviesorganen, voor de aangelegenheden die krachtens artikel 138 van de Grondwet geregeld worden, en dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 11. De Minister van Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2014/31611]

27 JUNI 2014. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld

De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 6, § 1, VI, 4° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Gelet op artikelen 4 en 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode en in het bijzonder de artikelen 2, 24 tot 33 en 124, 8° van de Brusselse Huisvestingscode

Gelet op het advies nr. 56439/3 van de Raad van State gegeven op 10 juni 2014; in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast onder meer met Huisvesting,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Met uitzondering van artikel 8 is dit besluit van toepassing op de volgende openbare vastgoedoperatoren (hierna "de openbare vastgoedoperatoren" genoemd), met inbegrip van die bedoeld in artikel 2, 4° van de Brusselse Huisvestingscode ingevoegd bij de ordonnantie van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (hierna "de Code" genoemd), wanneer ze woningen te huur stellen :

- 1° de gemeenten,
- 2° de OCMW's,
- 3° de autonome gemeentebedrijven,
- 4° de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
- 5° het Woningfonds van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
- 6° de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2014/31611]

27 JUIN 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et par les agences immobilières sociales

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 6, § 1^{er}, VI, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu les articles 4 et 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises;

Vu l'Ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement et spécialement les articles 2, 24 à 33 et 124, 8° du Code bruxellois du Logement;

Vu l'avis n° 56439/3 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée notamment du Logement,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'exception de l'article 8, le présent arrêté s'applique aux opérateurs immobiliers publics suivants (ci-après, « les opérateurs immobiliers publics »), parmi ceux qui sont définis par l'article 2, 4°, du Code bruxellois du Logement introduit par l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (ci-après, « le Code »), lorsqu'ils mettent en location des logements :

- 1° les communes,
- 2° les CPAS,
- 3° les régions communales autonomes,
- 4° la Régie foncière de la Région de Bruxelles-capitale,
- 5° le Fonds du Logement de la Région de Bruxelles-capitale,
- 6° la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-capitale (SDRB).